

PODIUM

« **Maghrébin, Néo-qubécois et Souverainiste: Oui, c'est possible !** »

Kamal El Batal se définit comme un maroco-qubécois qui milite pour la paix sociale, l'égalité des chances, la solidarité, l'implication communautaire, la participation citoyenne et le développement durable des États et des collectivités. « Je peux dire aussi, que je suis un bon vivant qui préfère l'altruisme et qui aspire au bien-être des personnes » nous a-t-il confié dans un entretien que nous publions ici dans son intégralité:

Le caractère fonceur de la personne pointe dès notre première question concernant son parcours professionnel au Maroc, avant de prendre la décision d'immigrer au Canada.

«Après des études en France comme Ingénieur en agroéconomie et après une période de chômage et d'attente de 6 mois au Maroc, nous a-t-il répondu, je me souviens qu'à un certain moment, j'ai pris le taureau par les cornes et je me suis pointé, un jour, comme ça, à la direction générale de l'enseignement agricole et de la recherche agronomique demandant une audience à monsieur Mouline qui fut l'ancien DG de cette institution. En fait, c'est de l'impossible : sans rendez-vous ni coup de piston! Or, la secrétaire qui m'avait reçu était une femme d'une bonté et d'un cœur en or et elle m'a en effet, présenté à monsieur Mouline! Et là, je suis resté abasourdi devant la simplicité, l'élégance, la sagesse, l'altruisme et la générosité de ce bonhomme! Ayant parcouru mes notes et mon CV, il me proposa une entrevue auprès de la direction générale de la SUNAB (Sucrerie Nationale de Beht à Sidi Slimane) parce qu'il avait sur son bureau une lettre de cette dernière qui cherchait des agronomes. «Le Just in Time» qui s'est produit ce jour là! Dieu Merci!»

Et de poursuivre: Après deux années de boulot à titre de chef de zone agricole, un travail qui consiste à encadrer techniquement et économiquement près de 2000 betteraviers de la région, je me suis lancé à mon propre compte comme agronome agriculteur dans la région d'Ain Harrouda, près de Mohammedia Zenâta. Je produisais de la tomate sous serre, le lait, la pomme de terre primeur (destinée à l'exportation) et les céréales. J'ai fait ça durant presque 3 ans. Voilà!

Cela semble marcher bien pour vous au Maroc. Pourquoi alors avoir immigré au Canada ?

Je suis arrivé en 1994 pour voir comment je pourrais développer des affaires en agro entre le Canada et le Maroc. Or, les circonstances ont fait en sorte qu'après mon retour au Bled, j'ai déposé une demande d'immigration et il se trouve que ma future épouse vit au Québec avec ses parents. Et voilà, l'aventure a commencé puisque mon dossier d'immigration n'a pris que 8 mois en tout! Dieu merci.

On se souvient tous de l'affaire Marc Tremblay alias Kamal El-Batal. Parlez-nous un peu de ce chapitre de votre vie.

Ce n'était pas facile au tout début. Pire encore, j'ai pensé même à un retour définitif au Bled comme d'ailleurs pour la plupart des maghrébins. Après avoir assumé de



petits tâches et projets à droite et à gauche tout en préparant mon adhésion à l'ordre des agronomes du Québec, une maîtrise en économie rurale, un MBA en finances agricoles, je travaillais en même temps, à développer des liens auprès de réseaux professionnels nécessaires pour toute intégration économique et professionnelle. Ces réseaux sont vraiment LA SOLUTION POUR LES MEMBRES DE NOTRE COMMUNAUTÉ SI ILS VEULENT VRAIMENT TROUVER UN EMPLOI.

Après quelques cas de discriminations à l'emploi dont les causes ont été gagnées auprès de la commission des droits de la personne et dont l'affaire Marc Tremblay alias Kamal El-Batal a été largement médiatisée, je peux dire que j'ai toujours œuvré dans le domaine agricole, rural, planification stratégique des municipalités et la gouvernance territoriale à titre de consultant indépendant. De même, j'ai une escale à la banque nationale et j'ai quitté immédiatement pour immigrer en Gaspésie afin d'exercer la profession de conseiller en gestion agricole et de développer mon portefeuille de clientèle agricole.

Actuellement, j'assume deux «jobs». Directeur général de la Société de formation et d'éducation continue (SOFEDUC) : une belle organisation québécoise qui existe depuis 21 ans et qui accrédite les organismes qui dispensent la formation continue

Depuis, mon implication s'est maintenue et développée sur la sphère politique, communautaire, associative et surtout, au niveau des médias. Un troisième «job»!

Le virus de la politique, l'aviez-vous attrapé au Maroc ou juste après votre arrivée ici ?

Toutes ces choses m'ont inculqué le virus de la politique et je dirais même le virus de l'analyse des enjeux politiques. Il est vrai, que «nous autres» les marocains, la politique nous a toujours interpellé et intéressé. Ici au Québec, au Canada et ailleurs dans le monde, c'est de la «politologie, politologie» qui m'a toujours intéressé. Or, pour pouvoir apporter des changements et des contributions, il faudrait passer en mode «politique et politicien». C'est ce que j'ai fait, je fais et ferai.

On magazine dans les marchés selon ses goûts (et son portefeuille) et en politique selon ses convictions. Le choix du Parti québécois (PQ) fut-il un coup de foudre, un coup de tête ou le résultat d'un magasinage ?

Comme vous me connaissez, je n'aime point tergiverser et je prône la transparence, je peux vous avouer que c'est un mélange de tout ça mais avec plus de conviction. Celle-ci s'est nourrie, renforcée et s'est ancrée en moi de plus en plus que j'avance au sein de ce parti comme militant actif.

Votre première expérience politique en terre d'accueil : Feedback de la famille, de la communauté, des québécois pure laine;

En deux mots : grandement appréciée et reçue à bras ouverts de la part des québécois pure laine, de la famille et de mon réseau professionnel.

La logique veut qu'un immigrant fraîchement débarqué opte pour un parti aux valeurs libérales plutôt que pour un parti dont au moins l'aile gauche prônerait l'exclusion (Le fameux Eux et Nous). Comment expliquez-vous votre choix dans ce contexte ?

Tout d'abord, il n'y a pas une question de logique et le terme logique dans votre question est mal placé ou choisi me semble-t-il! Nombreux, sont les immigrants (es) fraîchement arrivés (es) au Québec ont des couleurs de gauche et de gauche centre. Si on admet votre logique pour une allégeance aux valeurs libérales, on doit l'admettre également pour les valeurs de gauche.

Barak Hussein Obama est un homme de gauche qui inclut autour de lui toutes les origines et toutes les confessions alors que ses prédécesseurs aux valeurs libérales et

non créditée par Emploi Québec ou par le Ministère de l'Éducation (MELS) et ce, par l'entremise des UEC : Unités d'éducation continue et 10 normes de qualité (équivalent de ISO de la gestion de la formation continue). Le deuxième Job est celui de consultant senior en gestion agricole & Planification stratégique des municipalités & Gouvernance locale & Gestion de développement régional et local chez Agro.Dev.Co (mon bureau). Sans omettre que je suis également sur le point de soutenir une thèse de doctorat portant sur les mécanismes de gouvernance territoriale comme stratégie de développement local au Québec.

Comment vous êtes-vous branché à la communauté marocaine d'ici ?

L'histoire remonte à l'affaire de Marc Tremblay Alias Kamal El-Batal qui était l'élément déclencheur. Je me suis dit que les membres de ma communauté endurent le même calvaire et qu'il ne faille nullement laisser les choses comme elles le sont. Via la dénonciation publique et médiatique de la discrimination à l'emploi à l'endroit non seulement des maghrébins, mais également, à l'endroit de la communauté noire et latino, j'ai renoncé à l'immobilisme et je me suis mu en mode réaction et pro action. Il faut avoir du culot et de l'audace pour aller en avant et auprès des médias en vue de dénoncer la discrimination et l'injustice sociale.

Suite: Page 7

PODIUM

« Maghrébin, Néo-québécois et Souverainiste: Oui, c'est possible ! »

Suite de la page 6

conservatrices avaient exclu des Nations toute entières!

Par rapport à *Eux-Nous* : pourrions-nous admettre que les formations politiques aux valeurs de gauche veulent que les EUX soient considérés comme des citoyens à part entière et que ces derniers, devraient s'intégrer dans cette société en passant en mode action : bâtir le Québec et la société québécoise comme ils l'ont fait les anciens immigrants : français, grecques, italiens, juifs, etc.

Vous savez, si vous me donnez le choix entre le fait d'être considéré comme un citoyen à part entière avec l'égalité des chances dans un pays où c'est le principe de l'inter culturalisme qui domine versus, demeurer un citoyen de second degré et dans un profond multiculturalisme qui cause déjà certains préjudices à l'intégration et à notre communauté, j'opterai automatiquement et sans hésiter pour le premier. Comment admettre des valeurs libérales quand on a 27,8% de taux de chômage dans la communauté maghrébine, 24% dans les sub-sahariens (Afrique de l'Ouest) et 19,8% chez les haïtiens, et ce, depuis 2003 ? N'est-ce pas de l'exclusion de notre communauté ? À quelles valeurs faites-vous allusion ? Ce n'est pas SUFFISANT, ni LOGIQUE et ni ADMISSIBLE à mon avis, de désigner une ou deux personne (s) au sein d'un cabinet ministériel pour la forme et chasser le «mauvais-œil» afin de prétendre que les valeurs libérales sont INCLUSIVES alors que la population éprouve d'énormes difficultés en matière d'insertion professionnelle sans omettre, les complications sociales et financières qui en résultent de tout cela.

À quelles valeurs libérales vous faites allusion quand on perd près de 48 milliards de dollars au niveau de la Caisse de dépôt et de placement ? C'est votre argent et le mien, plutôt, ce sont nos prestations de retraite et l'avenir de nos enfants qui se trouvent être hypothéqués à cause d'une défaillance au niveau de l'éthique et de la gouvernance publique.

Parlez-nous de vos responsabilités actuelles au sein du parti. Qu'elle serait votre stratégie pour convaincre ceux parmi la communauté qui sont frileux par rapport aux valeurs du PQ, notamment la

séparation avec le Canada et qui voient au PQ un parti de l'Istiqlal à la marocaine.

Je vais commencer par le dernier point de votre question : un parti de l'Istiqlal à la marocaine a fait de bonnes choses comme il a fait de mauvaises choses. Ne serait-ce que la mobilisation des marocains à cette époque qui a favorisé une certaine émergence de valeurs citoyennes, territoriales et nationalistes. Il ne faut pas qu'on oublie ça et retournons à César ce qui lui appartient même si je n'étais jamais un Istiqlalien.

Le parti québécois tout comme les francophones souverainistes et les néo-québécois qui veulent bâtir le Québec, ont la légitimité de revendiquer le statut d'un État souverain. Les deux référendums passés ont bel et bien démontré que près de 50% de la population aspire au statut de Québec-Pays mais avec des liens commerciaux avec le reste du Canada.

Nous vivons au Québec, l'avenir de nos enfants se passera au Québec, nous tenons à ce que la langue française demeure la seule langue officielle du Québec et la langue de travail, alors pourquoi ne pas développer un fort sentiment d'appartenance à ce territoire ?

Malheureusement, nous avons l'habitude de voir seulement la moitié du verre qui est remplie mais l'autre moitié qui est vide, on s'en fiche! Le bobo est à ce niveau là : si on avait un rapport d'impôt unique, si c'était le Québec qui versait les transferts à Ottawa et non pas l'inverse, si le Québec avait le plein pouvoir en matière d'immigration et de culture, etc., nous serions dans une posture sociale et économique beaucoup plus intéressante et meilleure que nous le sommes actuellement et à commencer par : les prestations pour enfants, les prestations pour retraités, les avantages sociaux, le développement de nos régions, etc.

Pour ce qui est de mes responsabilités au sein du Parti Québécois, je suis conseiller au niveau de l'exécutif national responsable surtout des actions politiques des québécoises et québécois issus de l'immigration. Disons, qu'avec mes efforts personnels et la confiance que Mme Marois a envers mes capacités et ma personne, je suis rendu à un plus haut niveau au sein de cette formation politique. Également, je fais partie d'un

groupe élite désigné par Mme Marois en vue de se pencher sur l'élaboration d'un manifeste pour la souveraineté politique et la gouvernance nationale. Des rencontres fréquentielles de travail et de remue-méninge afin d'analyser les enjeux et l'avenir du Québec et des québécois.

En clair...

Par exemple, madame Marois nous a présenté tout récemment son plan pour un Québec souverain que nous avons débattu lors de notre exécutif national et qui a été présenté et adopté à l'unanimité lors de la conférence nationale des présidentes et présidents qu'est tenue à Rivières-du-Loup il y a deux semaines.

Ce qu'il faut bien retenir, selon le sondage réalisé par la firme Repère Communication Recherche auprès de 1002 personnes entre le 16 et le 21 juin derniers et qui comporte une marge d'erreur de plus ou moins 3,1 %, 19 fois sur 20, près de deux tiers des répondants ont entendu parler du «Plan Marois». 56,4 % des personnes interrogées sont très favorables ou plutôt favorables au «plan de Pauline Marois pour un Québec souverain [qui] propose qu'un gouvernement dirigé par le Parti québécois mette fin aux ingérences du gouvernement fédéral dans les domaines de compétence du Québec, mette fin aux dédoublements de juridiction entre le gouvernement fédéral et le gouvernement du Québec (comme l'immigration et l'agriculture, par exemple) et exercerait tous les pouvoirs en matière de culture et de communications». Chez les francophones, l'appui à ce plan, comme formulé dans la question du sondage, s'élève à 63 %.

Selon la même source, 47,3 % des personnes sondées voteraient oui à un référendum sur la souveraineté du Québec assortie d'une offre de partenariat avec le reste du Canada, soit la question du référendum de 1995, contre 52,7 % qui voteraient non. Quelque 17 % des personnes qui voteraient non se montrent favorables au «Plan Marois», qui semble donc rallier un certain nombre d'électeurs fédéralistes. Donc, il n'y a pas que les péquistes qui adhèrent au plan Marois quand il s'agit de l'avenir des québécoises et québécois «nous autres».

Un groupe de souverainistes s'est opposé à ce que les anglophones et les allophones célèbrent la Saint-Jean Baptiste

dans leur langue d'origine. Que pensez-vous de cette attitude qui laisse entrevoir une volonté d'assimiler l'immigré beaucoup plus que de l'intégrer ?

Je pense qu'il y a un compte qui n'est point réglé ou clarifié entre surtout l'anglais et le français d'après l'histoire du Québec. Le petit Maghreb vient de célébrer la fête nationale en français, en espagnol et en arabe. La cérémonie s'est très bien déroulée dans une ambiance conviviale et chaleureuse sans pour autant pointer de doigt le français ou les autres langues néo-québécoises. Je pense fort probablement que l'histoire linguistique oppose essentiellement l'anglais au français. Or, il est urgent d'admettre que le Québec est devenu un croisement de civilisations, de religions, de races humaines, etc. avec bien évidemment une culture majoritaire : celle des francophones ou du français. Les citoyens peuvent exprimer leur joie en chantant en arabe, en anglais, en wolof, en berbère, en espagnol ou encore en français. Le Québec devrait être inclusif et non pas exclusif. Inclusif certes, du fait que l'immigration sous toutes ces formes apporte une richesse à ce pays qu'on aime tant et qu'on cherche à le rendre de plus en plus prospère et développé.

Un dernier mot pour les membres de la communauté maghrébine ?

Mon message à la communauté maghrébine est le suivant : la citoyenneté est un concept qui naît de la volonté, de la participation et d'un grand sentiment d'appartenance à la société d'accueil. Le travail associatif, communautaire ou politique ne peut donner des résultats escomptés si la volonté n'est pas là ou encore, si le pourcentage de notre vote demeure faible. Participez, votez et impliquez-vous pour le bien de la nation et pour l'intérêt de nos enfants.

En terminant, si vous avez une ambition politique ou communautaire, vous pouvez toujours vous référer à moi pour des informations plus éclairantes et précises et ce, via l'adresse suivante :

Kamal El-Batal
Conseiller à l'exécutif national du Parti Québécois
Responsable des actions politiques des québécoises et québécois issus de l'immigration,
Courriel: kamal.elbatal@uqtr.ca



Salah Elaslaoui,

**Consultant en immigration
Commissaire à l'assermentation**

• Résidence permanente, Permis de travail, Prolongation de séjour, Parrainage, Appel de parrainage, Réfugiés/ ERAR/

• Assermentation de documents

Tél: (514)803-0995 / (514) 354-0312

8627, Boul. Saint-Laurent, suite 206, Montréal, H2P 2M9

www.immigrationcanadalife.com

Email : salah.elaslaoui@gmail.com

AMNA CHAKIBI, I.L.B

DROIT CRIMINEL

DROIT PÉNAL

DROIT IMMIGRATION

(détention, perte de statut, renvoi)

460, St-Gabriel bureau 42 (Vieux Montréal) H2Y 2Z9

TÉL : (514) 875-8808

FAX : (514) 392-7766

CELL:(514) 947-4894

